EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Envoyé en préfecture le 03/10/2024 Reçu en préfecture le 03/10/2024

Publié le 03/10/2024

ID: 089-200039642-20240926-64_2024-DE

DEPARTEMENT DE L'YONNE

ARRONDISSEMENT D'AVALLON

COMMUNAUTE DE COMMUNES LE TONNERROIS EN BOURGOGNE

Nombre de conseillers :

En exercice: 74Présents: 46Absents: 28Pouvoirs: 15Votants: 61

Délibération nº 64-2024

Objet:

FINANCES

Exonération en faveur des entreprises crées dans une zone France Ruralités Revitalisation Le vingt-six septembre deux-mille-vingt-quatre à dix-neuf heures, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni à la salle polyvalente d'Ancy-Le-Franc, sous la présidence de Monsieur Régis LHOMME, Président.

Etaient présents: Aisy-Sur-Armançon: M. MURAT Olivier, Ancy-Le-Franc: M. DICHE Jean-Marc, M. ROBETTE Jacques, Ancy-Le-Libre: Mme BURGEVIN Véronique, Argenteuil-Sur-Armançon: M. MUNIER Patrice, Arthonnay: M. LEONARD Jean-Claude, Baon: M. CHARREAU Philippe, Chassignelles: M. TRUCHY Maryan Collan: Mme GIBIER Pierrette, Cruzy-Le-Châtel: M. DURAND Thierry, Cry-Sur-Armançon: M. DE PINHO José, Dannemoine: M. KLOËTZLEN Eric, Dyé: M. DURAND Olivier, Epineuil: Mme JOUVEY Maryline, Mme SAVIE EUSTACHE Françoise, Flogny La Chapelle: M. DEPUYDT Claude, Mme DRUJON Nathalie, Fulvy: M. HERBERT Robert, Gigny: M. REMY Georges, Jully: M. FLEURY François, Junay: M. PROT Dominique, Lézinnes: M. MENARD José, Mélisey: M. BOUCHARD Michel, Molosmes: M. BUSSY Dominique, Nuits-Sur-Armançon: M. GONON Jean-Louis, Pacy-Sur-Armançon: M. GOUX Jean-Luc, Pimelles: M. RETIF Adrien, Roffey: M. GAUTHERON Rémi, Rugny: M. NEVEUX Jacky, Sennevoy-Le-Bas: M. VARAILLES Dominique, Sennevoy-Le-Haut: M. MARONNAT Jean-Louis, Serrigny: Mme THOMAS Nadine, Tanlay: M. ROY Yohan, Mme YVOIS Caroline, Thorey: M. NICOLLE Régis, Tonnerre: Mme BAILICHE Bahya, M. DROUVILLE Michel, Mme DUFIT Sophie, M. LENOIR Pascal, Mme ORGEL Emilie, Mme PRIEUR Chantal, Trichey: Mme GRIFFON Delphine Vézannes: M. LHOMME Régis, Vézinnes: M. PACAULT Philippe, Villiers-Les-Hauts: M. BERCIER Jacques, Vireaux: M. PONSARD José

Absents ayant donné pouvoir : Ancy-Le-Franc : M. DELAGNEAU Emmanuel a donné pouvoir à M. DICHE Jean Marc (Ancy le Franc) ; Bernouil : M. FOURNILLON Dominique a donné pouvoir à M. DURAND Olivier (Dyé) ; Cheney : M. CALONNE Marc a donné pouvoir à M. DURAND Thierry (Cruzy le Chatel) ; Flogny La Chapelle : M. CAILLIET Jean-Bernard a donné pouvoir à M. DEPUYDT Claude (Flogny la Chapelle) ; Lézinnes : M. BRUMEAUX Michel a donné pouvoir à M. MENARD José (Lézinnes) ; Perrigny-Sur-Armançon : Mme DAL DEGAN MASCREZ Anne-Marie a donné pouvoir à M. DE PINHO José (Cry-sur-Armançon) ; Quincerot : M. BETHOUART Serge a donné pouvoir à Mme ORGEL Emilie (Tonnerre) ; Ravières : M. LETIENNE Bruno a donné pouvoir M. GONON Jean-Louis (Nuits sur Armançon) ; Sambourg : M. PARIS Stéphane a donné pouvoir à M. Goux Jean-Luc (Pacy-sur-Armaçon) ; Tanlay : M. DELPRAT Eric a donné pouvoir à M. ROY Yohan (Tanlay) ; Tonnerre : M. CLECH Cédric a donné pouvoir à M. LENOIR Pascal ; Mme ELBACHIR Nicole a donné pouvoir à M. PONSARD José (Vireaux) ; M. MANUEL Lucas a donné pouvoir à M. MURAT Olivier (Aisy-sur-Armançon) ; M. ROBERT Christian a donné pouvoir à Mme DUFIT Sophie (Tonnerre) ; Mme TOULON Sylviane a donné pouvoir à Mme BAILICHE Bahya (Tonnerre)

Absents excusés: Argentenay: M. TRONEL Michel, Ravières: M. FOREY Vincent; Saint-Martin-Sur-Armançon: M. LEMAIRE Benjamin, Stigny: Mme DOLLIER Anne, Tissey: M. SABOURIN Sébastien, Tonnerre: Mme AGUILAR Dominique, M. LETRILLARD Laurent, Villon: Mme CHAMPAGNE-MANTEAU Nadine, Yrouerre: M. PIANON Maurice.

<u>Absents non excusés</u>: *Gland*: Mme CAMUS-NEYENS Sandrine, *Tonnerre*: M. FICHOT Jean-François, M. HAMAM Nabil, *Viviers*: Mme JOUSSEAU Catherine

<u>Secrétaire de séance</u>: M. PROT Dominique <u>Date de convocation</u>: 20 septembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 1466 G et 1383 K du code général des impôts,

Considérant les dispositions de l'article 1466 G du code général des impôts permettant au conseil communautaire d'instaurer l'exonération de cotisation foncière des entreprises applicable aux établissements créés, entre le 1er juillet 2024 et le 31 décembre 2029, dans les zones France ruralités revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44 quindecies A du code général des impôts, par les entreprises bénéficiant de l'exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés prévue à l'article précité.

Considérant les dispositions de l'article 1383 K du code général des impôts permettant au conseil communautaire d'instaurer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les immeubles situés dans les zones France ruralités revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44 quindecies A du code général des impôts et rattachés à un établissement remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1466 G.

Envoyé en préfecture le 03/10/2024

Reçu en préfecture le 03/10/2024

Publié le 03/10/2024

ID: 089-200039642-20240926-64_2024-DE

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire	61	pour
	0	contre
	0	abstention

DECIDE d'instaurer l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue en faveur des opérations visées à l'article 1466 G du code général des impôts,

DECIDE d'instaurer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles situés dans les zones France ruralités revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44 quindecies A du code général des impôts et rattachés à un établissement remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1466 G du code général des impôts.

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant ayant reçu délégation, à réaliser les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

CHARGE Monsieur le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits. Pour copie conforme.

Le Président, Monsieur Régis LHOMME Le secrétaire de séance, M. PROT Dominique



Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, de sa publication, et de sa notification (le cas échéant, pour les délibérations à caractère individuel).